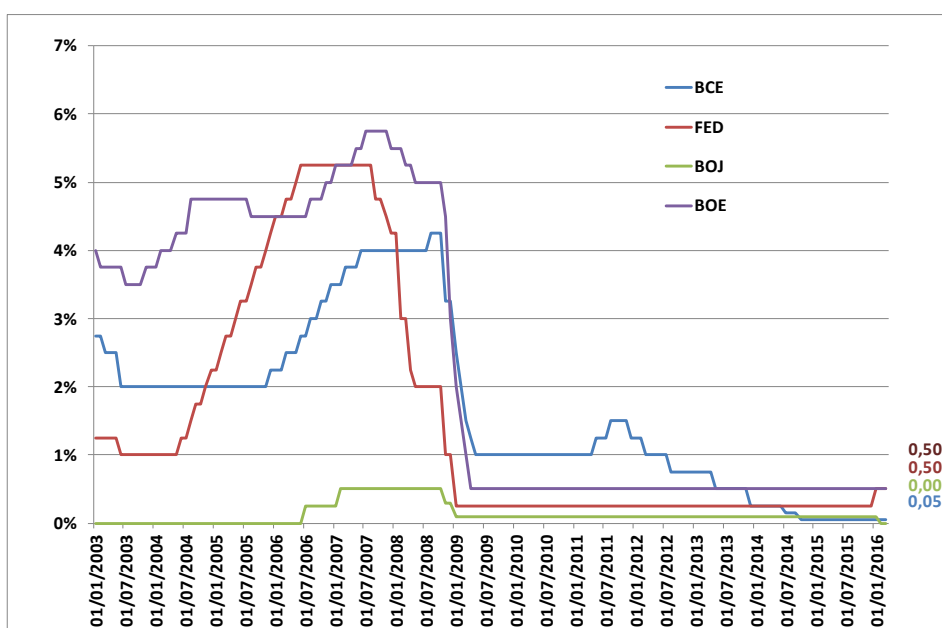


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Conseil des gouverneurs du 10 mars 2016

Lors de sa réunion du 10 mars 2016, le Conseil des gouverneurs a pris plusieurs mesures « [...] Premièrement, en ce qui concerne les taux d'intérêt directeurs de la BCE, nous avons décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base, à 0,00 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base, à 0,25 %. Le taux de la facilité de dépôt a été abaissé de 10 points de base, à -0,40 %. Deuxièmement, nous avons décidé de porter les achats mensuels effectués dans le cadre de notre programme d'achats d'actifs de 60 milliards d'euros à l'heure actuelle à 80 milliards d'euros. [...] Nous avons également décidé de relever de 33 % à 50 % les limites des parts assignées aux émetteurs et aux émissions pour les achats de titres émis par des organisations internationales et des banques multilatérales de développement éligibles. Troisièmement, nous avons décidé d'inclure des obligations bien notées (investment grade) libellées en euros émises par des sociétés non bancaires établies dans la zone euro à la liste des actifs éligibles aux achats réguliers dans le cadre d'un nouveau programme d'achats de titres du secteur des entreprises. [...] Quatrièmement, nous avons décidé de lancer une nouvelle série de quatre opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II), à compter de juin 2016, toutes d'une durée de quatre ans. Ces nouvelles opérations accentueront l'orientation accommodante de la politique monétaire et renforceront la transmission de la politique monétaire en stimulant davantage les prêts bancaires à l'économie réelle. Les contreparties pourront emprunter jusqu'à 30 % du stock de prêts éligibles au 31 janvier 2016. Le taux d'intérêt appliqué dans le cadre des TLTRO II correspondra, pour la durée de chaque opération, au taux des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème en cours au moment de la réalisation de l'opération. [...] En dernier lieu, le Conseil des gouverneurs [...] prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. »

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Baisse du nombre de chômeurs en France

Fin janvier 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 552 600. Ce nombre diminue de 0,8 % sur un mois (soit -27 900 personnes), de 0,8 % sur trois mois (-27 500 personnes) et progresse de 1,8 % sur un an. En janvier 2016, ce nombre diminue de 1,5 % pour les moins de 25 ans (-2,4 % sur trois mois et -5,0 % sur un an), de 0,9 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-1,0 % sur trois mois et +1,3 % sur un an) et est stable pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,8 % sur trois mois et +7,8 % sur un an).

Baisse du chômage également en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 11,3 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 9,0 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 9,8 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en janvier 2016, 21,789 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,647 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 163 000 dans l'UE28 et de 105 000 dans la zone euro. Comparé à janvier 2015, le chômage a baissé de 2,034 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,445 million dans la zone euro.

Inflation

Baisse de 0,2 % sur un an des prix à la consommation

Selon les estimations provisoires de l'INSEE réalisées en fin de mois, sur un an, les prix diminueraient de 0,2 % en février (après +0,2 % en janvier 2016) du fait principalement de la chute des prix de l'énergie à -6,8 %. L'évolution des prix des services et des produits alimentaires est respectivement de +0,8 % et +0,1 % et celle des prix des produits manufacturés est de -0,2 %.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,2 % en février 2016, en baisse par rapport au mois de janvier où il était de 0,3 %, selon une estimation rapide d'EUROSTAT. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en février (1,0 %, comparé à 1,2 % en janvier), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,7 %, comparé à 1,0 % en janvier), des biens industriels non énergétiques (0,3 %, comparé à 0,7 % en janvier) et de l'énergie (-8,0 %, comparé à -5,4 % en janvier).

Banque de France

Rue de la Banque n° 20 - Spécialisation du commerce international : faits, vulnérabilités et remèdes

Les pays tendent à se spécialiser dans le commerce international comme l'illustre la forte concentration des échanges extérieurs. Ainsi, un pays exporte en moyenne 10 % de l'ensemble des produits existants et tire la moitié de ses revenus d'exportation de 1 % seulement de ses produits exportés. S'agissant des importations, en moyenne un pays importe un tiers de l'ensemble des produits existants, tandis que la moitié de ses dépenses portent sur 2 % des produits importés. Le degré de concentration est inversement proportionnel à la taille de l'économie, les petits pays se spécialisant plus que les grands pays. Cette spécialisation engendre des vulnérabilités. Elle affecte la structure de l'économie et accroît sa dépendance aux chocs pouvant toucher les secteurs et les produits concernés. Ce risque peut être atténué par des investissements en R&D favorisant la productivité.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-20-specialisation-du-commerce-international-FR.pdf

Chine

Lors de sa conférence de presse annuelle, mardi dernier, Li Keqiang, Premier ministre chinois, a tenu à rassurer les marchés autant que les partenaires commerciaux ou les investisseurs. « Tant que la Chine sera dans une logique de réformes et d'ouverture, elle ne risquera pas d'atterrissage brutal », a-t-il estimé. Alors que les surcapacités dans l'industrie lourde traditionnelle vont entraîner des réductions drastiques d'emplois, le Premier ministre a promis que les licenciements massifs seraient évités, tout en invitant les entreprises à fusionner et à se restructurer.

2 – Brèves économiques locales

DGA : une dotation annuelle de 90 millions d'euros inscrite dans le statut de la Polynésie française

Au cours de sa visite officielle en Polynésie française le 22 février dernier, le président de la République a annoncé son souhait de pérenniser le montant annuel de la Dotation globale d'autonomie (DGA), par le projet de l'inscrire dans le statut de la Polynésie française pour un montant qui pourrait être fixé à 90 millions d'euros. Le chef de l'État a également annoncé que le décret d'application de la loi Morin pourrait être modifié, afin d'ouvrir davantage de droits à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires, et que des moyens supplémentaires seraient alloués à l'hôpital du Pays pour la prise en charge des victimes.

Soutien de l'État à la Polynésie française : signature de plusieurs conventions avec l'AFD et la CDC

Au cours de la visite du chef de l'État en Polynésie française, l'Agence française de développement (AFD) a signé une convention de crédit à taux bonifié d'un montant de 1,7 milliard de F CFP avec le Centre hospitalier de la Polynésie française, afin d'accompagner l'établissement dans le renouvellement de ses équipements médicaux. L'investissement est estimé à près de 3,65 milliards de F CFP. L'AFD a également signé une convention d'un montant de 5,4 milliards de F CFP pour ouvrir des crédits de refinancement à la banque Socredo. Par ailleurs, une convention de partenariat entre le Pays et la Caisse des dépôts a été adoptée, afin de faciliter le financement à long terme de ses projets. Dotée d'une enveloppe de 12 milliards de F CFP sur cinq ans, elle cible la construction de logements sociaux et des projets liés à la transition énergétique.

Cession de terrains par l'État aux communes : signature d'un contrat de redynamisation des sites de défense

Le Haut-commissaire de la République en Polynésie française, le Président de la Polynésie française et les communes ont signé un Contrat de redynamisation des sites de défense (CRSD), par lequel l'État cède 22 hectares de terrains aux communes, pour un montant de 4,8 milliards de F CFP. Ce contrat a pour objectif de remplacer l'activité économique autrefois générée par les forces armées par de nouvelles activités économiques, commerciales ou touristiques.

Internet : extension de la ligne haut débit vers les archipels éloignés

Le Conseil des ministres a validé le budget prévisionnel 2016 de l'Office des postes et des télécommunications (OPT), qui planifie une extension de la liaison internet haut débit vers l'archipel des Tuamotu et celui des îles Marquises. Outre un meilleur service pour les populations de ces archipels, ce projet permettra à l'opérateur de réduire ses coûts, en remplaçant progressivement les liaisons satellites, plus onéreuses.

Électricité : entrée en application du nouveau mode de calcul des tarifs

Un nouveau dispositif de calcul des tarifs de l'électricité est entré en vigueur le 1^{er} mars 2016 pour une durée d'un an. Visant à une meilleure lisibilité, il inclut notamment la réduction du nombre des tranches tarifaires et une baisse des prix de la basse tension pour les PME et TPE. Ces nouveaux tarifs entraînent une baisse de 5,3 % en moyenne pour l'ensemble des consommateurs, qui succède à une première diminution de 4,3 % en mars 2015.

Contrat de projets : dix nouveaux projets communaux retenus pour 2016

Dans le cadre du volet communal du contrat de projets 2015-2020, le comité de pilotage a validé dix nouveaux projets au titre de l'exercice 2016. Ils seront financés à hauteur de 85 % à 95 % par l'État et la Polynésie française, de manière paritaire, tandis que les 5 % à 15 % restants seront financés par les communes. La grande majorité de ces projets concerne l'adduction en eau potable, pour un montant total de 1,5 milliard de F CFP.

Environnement : adoption d'un plan de protection des rivières du Pays

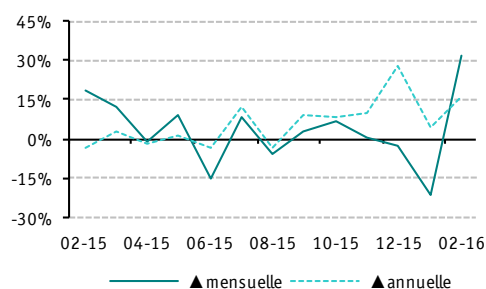
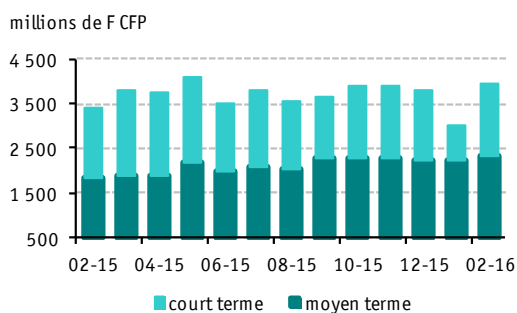
Le Conseil des ministres a validé le Plan rivières de la Polynésie française, dont l'objectif est la préservation et la sécurisation des cours d'eau du Pays. Ce plan, à l'initiative des ministères de l'Équipement et de l'Environnement, s'inspire d'un rapport du Conseil économique, social et culturel (CESC) soulignant l'extraction excessive de matériaux dans le lit des rivières. Il se fonde sur dix axes principaux, parmi lesquels la mise en commun des programmes de réhabilitation des berges actuellement menés par les ministères de l'Équipement et de l'Environnement, la mise en place d'une commission accordant les autorisations d'extraction, et des mesures visant à réduire les besoins en matériaux extraits des rivières.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement à court terme et à moyen terme

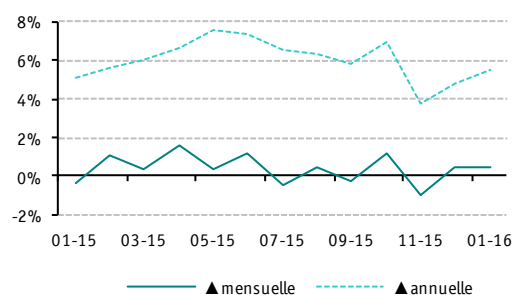
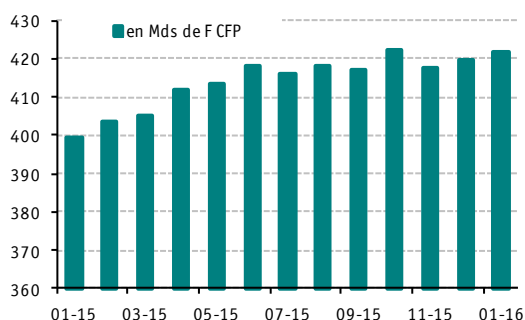
en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 580	763	1 596	ns	1,0%
Utilisations à moyen terme	1 800	2 213	2 318	4,7%	28,8%
Refinancement total	3 380	2 976	3 915	31,5%	15,8%



Masse monétaire

Progression de la masse monétaire

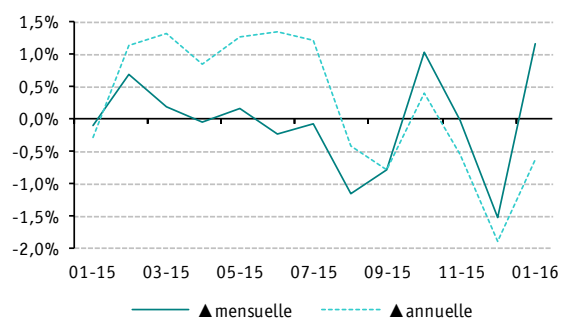
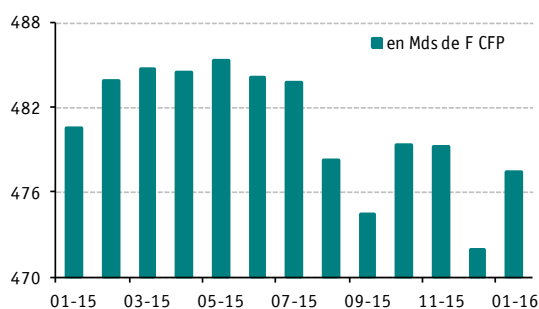
en millions de F CFP	janv-15	déc-15	janv-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 843	14 322	13 611	-5,0%	6,0%
Dépôts à vue	157 814	172 214	174 077	1,1%	10,3%
Comptes sur livrets	100 195	99 132	100 243	1,1%	0,0%
Comptes d'épargne logement	389	391	394	0,6%	1,3%
Dépôts à terme	126 820	132 732	132 245	-0,4%	4,3%
Autres	1 429	1 049	1 039	-0,9%	-27,3%
Total M3	399 490	419 842	421 609	0,4%	5,5%



Concours des banques locales à l'économie

Progression mensuelle des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	janv-15	déc-15	janv-16	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	109 151	104 379	106 372	1,9%	-2,5%
Crédits d'équipement	76 063	77 709	77 620	-0,1%	2,0%
Crédits à l'habitat	169 038	172 914	173 225	0,2%	2,5%
Autres crédits	64 316	60 145	62 609	4,1%	-2,7%
Créances douteuses brutes	61 906	57 700	57 599	-0,2%	-7,0%
Total Concours de Caractère Bancaire	480 474	472 847	477 425	1,0%	-0,6%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	févr-16	108,2	107,7	107,1	-0,6%	-1,0%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	déc-15	115,2	115,7	115,5	-0,2%	0,2%
Commerce extérieur						
Exportations civiles (en M F CFP)	janv-16	441	1 063	670	-37,0%	51,9%
Importations civiles (en M F CFP)	janv-16	11 081	17 048	11 879	-30,3%	7,2%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	janv-16	1 479	4 707	2 315	-50,8%	56,5%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	janv-16	126	126	311	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	févr-16	87	131	81	-38,2%	-6,9%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr-16	475	469	481	2,6%	1,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	janv-16	1 889	2 219	1 854	-16,4%	-1,9%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	janv-16	2 634	3 721	2 870	-22,9%	9,0%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	févr-16	259	253	214	-15,4%	-17,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire	févr-16	2 767	3 211	3 146	-2,0%	13,7%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	janv-16	81	646	249	-61,5%	ns
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	janv-16	61	116	61	-47,1%	1,1%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	janv-16	47	105	49	-53,5%	2,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	janv-16	65	231	169	-26,6%	ns
Industrie						
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	janv-16	18	52	20	ns	10,2%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	janv-16	8	40	23	-44,1%	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	janv-16	3	40	52	29,4%	ns
Tourisme						
Nombre de visiteurs	déc-15	16 780	20 302	14 882	-26,7%	-11,3%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	févr-16	55,5%	51,5%	63,1%	11,6 pt	+7,6 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M F CFP)						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	févr-16	62 569	64 709	65 962	1,9%	5,4%
Comptes sur livret	févr-16	93 223	92 341	93 925	1,7%	0,8%
Dépôts à terme	févr-16	69 680	71 428	70 999	-0,6%	1,9%
Entreprises						
Dépôts à vue	févr-16	78 787	90 698	86 675	-4,4%	10,0%
Dépôts à terme	févr-16	53 003	46 534	51 217	10,1%	-3,4%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	févr-16	69 288	66 090	65 003	-1,6%	-6,2%
Crédits à l'habitat	févr-16	151 003	155 246	155 784	0,3%	3,2%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	févr-16	35 974	32 957	32 770	-0,6%	-8,9%
Crédits d'équipement	févr-16	67 157	68 347	68 518	0,2%	2,0%
						(source : IEOM)

4 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%	16/03/2016
taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/01/2016	-0,10%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux	date d'effet
	29/02/2016	29/01/2016	Var. M-1	banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
EONIA	-0,2270%	-0,2280%	+ 0,001 pt				
EURIBOR 1 mois	-0,2650%	-0,2290%	- 0,036 pt				
EURIBOR 3 mois	-0,2050%	-0,1620%	- 0,043 pt				
EURIBOR 6 mois	-0,1340%	-0,0890%	- 0,045 pt				
EURIBOR 12 mois	-0,0240%	0,0150%	- 0,039 pt				
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal premier sem. 2016		taux	JORF
	févr.-16	janv.-16	Var. M-1	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)		4,54%	27/12/2015
TMO	0,8500%	1,1000%	- 0,250 pt	autres cas		1,01%	
TME	0,6500%	0,9000%	- 0,250 pt	Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO: taux moyen des obligations publiques TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme			

taux des euro-monnaies	USD			JPY			GBP		
devise	29/02/2016	29/01/2016	30/12/2015	29/02/2016	29/01/2016	30/12/2015	29/02/2016	29/01/2016	30/12/2015
date									
taux JJ	0,410%	0,470%	0,410%	nd	nd	nd	0,470%	0,520%	0,480%
3 mois	0,820%	0,750%	0,755%	nd	nd	nd	0,870%	0,810%	0,665%
10 ans emprunts phares	1,750%	1,938%	2,300%	-0,060%	0,101%	0,270%	1,340%	1,594%	1,970%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,96%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,27%
Prêts à taux variable	3,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,83%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Autres prêts		Découverts en compte	13,43%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	19,99%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,56%
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,61%	Découverts en compte	13,43%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	109,5993	1 NZD/XPF	72,0733	1 HKD/XPF	14,0969	1 GBP/XPF	151,8602	
100 JPY/XPF	96,9074	1 AUD/XPF	78,1990	1 SGD/XPF	77,8674	100 VUV/XPF	98,0246	1 FJD/XPF	51,4073